

LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la
Fédération de Loire-Atlantique
du Parti Communiste Français

nla

Numéro 733 14 Février 2002 prix 0,38 €



Commémoration du 40^e anniversaire du massacre de Charonne, au cimetière de la Gaudinière à Nantes. Sur la tombe d'Anne-Claude Godeau, à l'appel de la CGT et du Parti Communiste Français, les militants ont rendu hommage à la jeune postière nantaise le 8 février 2002.

Vite lu

Après le succès du meeting avec Robert Hue et Marie-George Buffet, le 18 janvier 2002 à Nantes, l'actualité politique, économique et sociale bat son plein.

Nous essaierons dans ce nouveau numéro des Nouvelles de Loire-Atlantique de rendre compte de cette actualité.

De la rencontre des lecteurs de l'Humà, à la tenue de la Conférence départementale à Couëron, nous aborderons, dans notre dossier central NLA Plus, les questions de l'aménagement du territoire avec la mise en place du SCOT. Bien entendu, nous effectuerons un tour du département et aborderons quelques prises de positions des communistes sur les grandes questions d'actualité, telles la chasse, Natura 2000...

La grève des instituteurs fera également l'objet d'un reportage dans ce numéro qui j'espère, répondra à vos attentes.

Yannick CHENEAU

Le débat public expédié ?

Le peu d'empressement de Chirac et Jospin à s'engager dans la campagne électorale se comprend. Même si Chirac vient d'annoncer sa candidature, pour eux, l'élection qui conditionne le plus étroitement la vie quotidienne et l'avenir de tout un peuple ne mérite qu'un débat expédié en quelques jours.

S'exprimant à Valenciennes, Robert Hue estime qu'il y a là «un abus de pouvoir, un abus de position acquise, un abus de «bien politique». On détourne outrageusement les moyens conférés aux plus hautes responsabilités du pays pour priver les Françaises et les Français du débat auquel ils ont droit. On connaît le vainqueur de l'élection présidentielle : ce sera Chirac ou Jospin. Mais pour faire quoi ? Et on s'étonne après ça que l'on annonce un record d'abstentions ! Comment pourrait-on accepter que tout un pays ne soit convié à voter que pour trancher qui des deux va réaliser ses ambitions personnelles ?

Une seule chose les obsède : le pouvoir. Dès lors, le premier tour de l'élection n'aurait plus aucune espèce d'importance. Or les deux «présidentiabiles», les autres candidates et candidats ne seraient là que pour figurer, «témoigner» à la rigueur et surtout, surtout pour rabattre des voix vers l'un ou l'autre des protagonistes du second tour...

Pour Robert Hue, «dans tout cela, les grands absents, c'est vous ! Vos problèmes quotidiens, vos attentes, quand va-t-on se décider à en parler ? C'est de l'argent qui écrase tout, du chômage, de la précarité, de l'insécurité, du pouvoir d'achat, de la santé, de l'éducation et de la formation, des inégalités, de tout cela et de bien d'autres choses qu'il devrait être d'abord question.

Moi, je me bats pour conquérir pour vous de nouveaux pouvoirs. Pendant la campagne, bien sûr, et après, car cette question restera posée. Ma candidature a un sens : je veux qu'elle soit utile aux Françaises et aux Français».

Avec le vote pour le candidat communiste, donnons force et vigueur à votre exigence d'une autre politique à gauche, et aux propositions précises, réalistes, permettant d'engager et de réussir cette politique.

Le 21 avril, pensez-y !



Une Conférence départementale sous le signe des futures échéances électorales

Dans son introduction à la discussion de la Conférence départementale, Jean-René Teillant, au nom de la direction sortante, a tout de suite donné le ton. «Après le succès de la rencontre à Nantes avec Robert Hue et Marie-George Buffet, le 18 janvier, l'heure n'est plus à engager la campagne, car c'est déjà fait, l'heure est à créer les conditions pour qu'au soir du 21 avril, notre candidat fasse mieux qu'en 1995». C'est dans cet esprit que le premier responsable de la Fédération propose d'amplifier l'activité du Parti Communiste Français sur le département en multipliant les lieux d'activité.

«Il faut, dit-il, libérer l'initiative de chaque communiste et donner aux directions de sections un rôle accru, renouvelé. Nous n'avons pas besoin de noms de directions, mais au contraire des dirigeants et dirigeants disponibles, à l'écoute des attentes, capables d'aider à concrétiser et réussir les initiatives». Cela passe par leur composition plus en phase avec ce qui fait la vie, notamment

sur les questions de la parité, sujet sur lequel des efforts importants restent à fournir.

Jean-René Teillant reviendra également sur la nécessité de donner au Parti Communiste Français le poids nécessaire pour peser sur le cours des événements.

Dans cet esprit, il précisera que lors des campagnes électorales pour les présidentielles, beaucoup d'adhésions sont réalisées. «Il faut libérer le temps nécessaire aux militants pour aller de l'avant sur le renforcement du Parti», devait-il préciser.

Proposant aux Communistes de s'investir dans leur quartier, dans leur village, dans leur entreprise, il propose de tenir une centaine de réunions publiques dans le département où seront conviés tous ceux qui dans la vie ont besoin que cela bouge. «C'est ainsi que se créera une véritable dynamique à l'échelle du département, c'est ainsi que nous aurons une campagne de proximité qui se voit et donne confiance».

■ Débat et détermination

Autant la discussion de la Conférence départementale sur les questions liées à la nécessité de renforcer les directions de travail des structures du Parti Communiste Français dans le département, fut à l'évidence difficile, l'entrée dans le concret des participants fut plus aisée.

La grève des instituteurs et le refus de la majorité gouvernementale à rompre avec la politique passée, l'avenir des retraites, la montée du chômage et les licenciements, qui en découlent, à l'exemple de Waterman, autant de sujets

abordés et développés au cours des 2 heures de discussion. A chaque fois, la volonté des intervenants était réelle, de poser la question de l'utilité du Parti Communiste Français, de sa présence, de sa capacité à proposer de nouvelles solutions, de les faire mettre en débat. Bien entendu, le débat ne s'est pas cantonné aux quelques exemples cités et si il fallait conclure ces quelques lignes relatant une soirée de discussion, nous pourrions dire : « il y a des vraies raisons d'être ambitieux dans la période actuelle».



Le Conseil Départemental élu

Conseil Départemental			
BELLIOT	Laurent	LE GAL	Jean-Philippe
BENATRE	Marie-Annick	LEON	Didier
BONTEMPS	Gilles	LUCAS	Dominique
BOUFFENIE	Delphine	MAHE	Sabine
BOURSICOT	Josette	MARTIN	Jean-Yves
BOUTET	Michel	MOREL	Claudine
CHENEAU	Yannick	MORINIERE	Patricia
CONSTANT	Claude	PATRON	Joëlle
CORPARD	Joël	PERCEVAULT	Roseline
DELAHAIE	Hubert	PICAUD	Lauryane
DELAHAIE	Marie-Christine	PICAUD	Michèle
DESPORTES	Sylvie	POTIRON	Didier
DUSSEAUX	Jeanine	PRAT	Séverine
GOJON	André	NOUVEAU	Sara
GUILLET	Michel	RENEVOT	Yves
GOUTY	Michel	RICA	Michel
HAVARD	Jean-Claude	RIOU	Pierre
HENRY	Ariane	ROBERT	Paul
HERVE	André	ROMAND	Jean-Yves
JOUATTE	Gisèle	ROUGE	Catherine
JUSTY	Marc	SAULNIER	Christian
LANNUZEL	Raymond	TEILLANT	Jean-René
LE BAILLY	François	VINCE	Yann

Commission de contrôle financier

- LANNUZEL Raymond
- HERVOCHE Léone
- BENATRE Marie-Annick
- BEYER Chantal
- BACHELIER Jean-Claude

6 nouveaux au Conseil départemental suite à la conférence qui s'est déroulée le 7 février à Couëron :

Laurent BELLIOT : 36 ans, employé de banque, Adjoint au Maire de Saint-Nazaire

André HERVE : 57 ans, cessation d'activité de la presse (Loire et Sèvre)

Séverine PRAT : 25 ans, aide-soignante, Conseillère municipale de Couëron

Sara NOUVEAU : 25 ans, assistante sociale, Conseillère municipale de Bouguenais

Catherine ROUGE : 41 ans, enseignante (Saint-Nazaire)

Christian SAULNIER : 56 ans, salarié de l'Aérospatiale Saint-Nazaire, Président du groupe communiste à la Mairie de Saint-Nazaire, Secrétaire de la Section de Saint-Nazaire du PCF



Jean-René TEILLANT a été réélu à la direction de la Fédération par la Conférence départementale. Il exercera les responsabilités de Secrétaire fédéral.

nla plus

Demain : quel aménagement du territoire ?

Vite lu

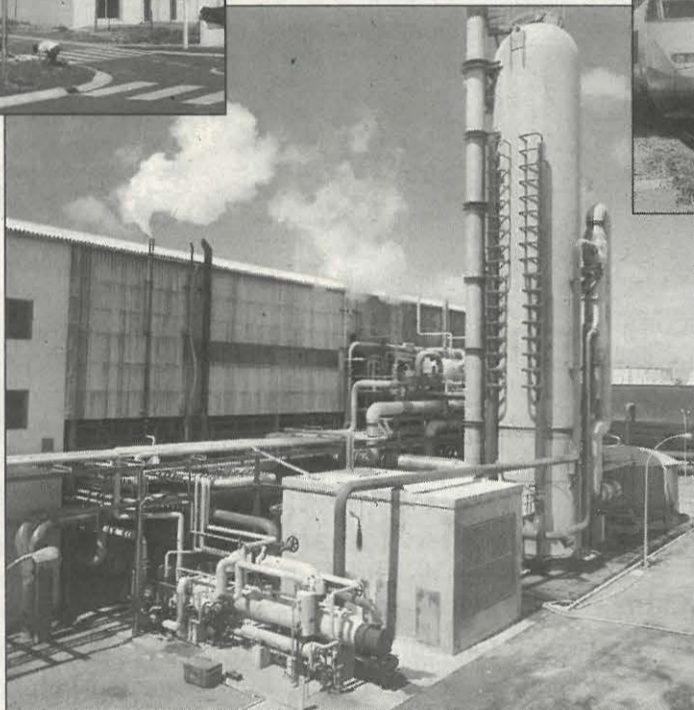
A peine l'actualité finit-elle d'inscrire dans ses colonnes la mise en place d'intercommunalité qui d'agglomération à Saint-Nazaire prend la définition d'urbaine à Nantes et passant par les Communautés de communes çà et là qu'apparaît sur le devant de la scène le SCOT : le Schéma de Cohérence et d'Organisation Territoriale.

L'axe Nantes/Saint-Nazaire serait-il devenu réalité, serait-il noué ? C'est la question que nous pourrions nous poser au lendemain des votes qui se sont déroulés dans les structures intercommunales.

Nous avons voulu en savoir plus sur ces nouvelles structures administratives et politiques.

Quel va être leur rôle ? Comment vont-elles fonctionner ? Ne vont-elles pas faire de l'ombre aux structures actuelles ? Quelles vont être les compétences et responsabilités des communes demain ? Autant de questions que nous avons décidé de soulever dans ce nouveau numéro de NLA Plus avec ce dossier.

Demain : quel aménagement du territoire ?



Le Scot : un débat sur l'aménagement du territoire

Renforcer la cohérence des politiques urbaines et territoriales : il s'agit là de l'un des volets de la loi SRU (Solidarité et Renouveau urbain) qui préside aux nouvelles démarches d'aménagement et de développement territorial.

Les élus communistes considèrent comme positive cette politique de mise en cohérence qui permet de poser, démocratiquement, les exigences de développement d'un territoire donné.

Indiscutablement, le territoire des aires urbaines de Nantes et de Saint-Nazaire appelle des choix de développement communs, prenant en compte en tant qu'entité l'espace de vie, de déplacements qu'il représente.

Les grands projets concernant le territoire sont décisifs au plan économique et social : infrastructures liées à l'extension du Port Autonome sur Donges-Est, au futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes, etc...

Il s'agit de les penser en intégrant deux dimensions essentielles pour la population : la réponse aux besoins économiques et sociaux et le respect du cadre de vie. C'est ainsi que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), qui se construira à l'échelle d'un axe Nantes/Saint-Nazaire, devra prendre en compte plusieurs objectifs : maîtrise de l'urbanisation, respect de l'environnement, maîtrise sociale de l'habitat, réalisation d'équipements de service public, amélioration des dessertes de transports publics.

C'est de cela dont il est question avec la mise en place du SCOT. Cela appelle un développement de l'intervention citoyenne pour construire des choix politiques, la définition d'objectifs politiques, de propositions, et enfin de distinguer ce qui relève de l'aménagement du territoire et ce qui relève des évolutions en cours des différentes collectivités territoriales (grandes régions et métropoles).

C'est pour nourrir la réflexion des Communistes que les Nouvelles de Loire-Atlantique consacrent les pages qui suivent à ces questions.

Qu'en pensent-ils ?

En bref
Vertou

Conflit ouvert des salariés de la BN à Vertou avec leur direction où depuis le 24 janvier la grève paralyse l'usine.

C'est sur les salaires que le conflit a démarré. Les grévistes qui réclament entre 42 et 90 Euros par mois se heurtent à l'intransigeance de la direction.

Une délégation de la Section du Parti Communiste Français Loire et Sèvre, conduite par Michel Gouty, s'est rendue à l'entreprise et a tenu à apporter son soutien au personnel en grève.

Offensives anti-syndicales

François Le Bailly, Secrétaire CGT de l'Union locale de Carquefou et délégué syndical de son entreprise AVIATUBE (Péchiney), fait l'objet d'une procédure disciplinaire qui pourrait aller jusqu'au licenciement. Motif invoqué : «Il n'aurait pas rempli un bon de délégation».

C'est, pour la CGT qui a immédiatement réagit par son Union départementale : «une volonté d'intimider les salariés et de porter atteinte au droit syndical... Cela n'est pas étranger à l'audience grandissante de la centrale syndicale dans la zone industrielle et du Centre de gros de Carquefou», déclare-t-elle et fait le rapprochement avec une autre procédure qui avait touché un délégué d'APPLIX au Cellier.

Jean-René Teillant, président du groupe des élus communistes de la CARENE

Questions à Jean-René TEILLANT, Président du groupe des élus communistes de la CARENE (Communauté d'Agglomération de Région Nazairienne)

NLA : Dans une agglomération où les Communistes ont plusieurs municipalités, le SCOT métropolitain laisse entrevoir une volonté politique de regroupement institutionnel préjudiciable à la liberté d'action des communes. Cette crainte a-t-elle parasité le débat sur les questions de développement, d'aménagement du territoire ?

Jean-René TEILLANT : A l'évidence, il y a une vraie question quant aux volontés politiques d'instrumentalisation de la métropole à des fins autres qu'à celles des seules questions d'aménagement du territoire. C'est une raison supplémentaire pour que le débat démocratique ait lieu sur les enjeux que recouvre le SCOT métropolitain.

NLA : Les élus communistes ont défendu l'idée d'un SCOT élargi au Sud Estuaire et à la Presqu'île Guérandaise. Pourquoi ?

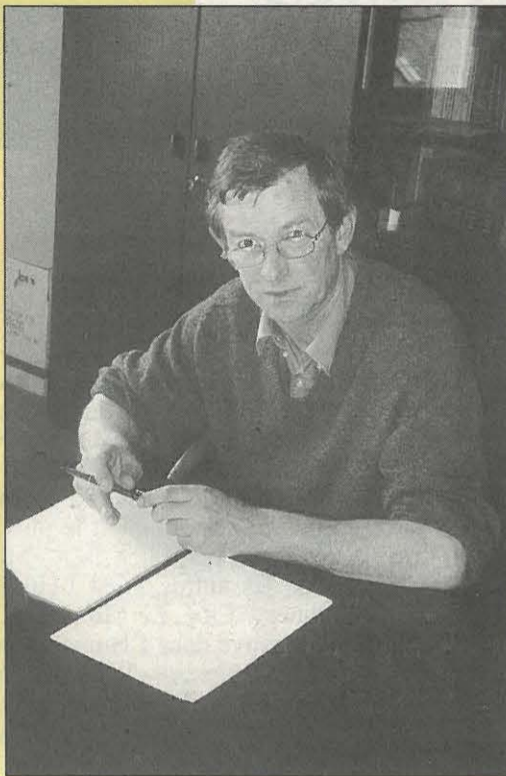
Jean-René TEILLANT : D'aucuns s'accordent à reconnaître que la cohérence territoriale implique l'ensemble de l'estuaire. Au plan du périmètre retenu, il est évident que ces deux entités géographiques ont des liens étroits en terme d'activités et de déplacements avec l'ensemble de la Basse-Loire. C'est bien l'opposition des maires de droite de ces deux secteurs de l'estuaire qui n'a pas permis l'extension souhaitable du périmètre. Pour autant, le développement de la partie estuarienne du Pays de Retz et de la

Presqu'île reste posé et impliquera des mises en cohérence pour leur population.

NLA : Sur Donges-Est, les décisions politiques achoppent sur l'opposition entre défenseurs du développement portuaire et écologistes. Qu'en est-il exactement s'agissant des enjeux que celui-ci induit ?

Jean-René TEILLANT : Ce débat est révélateur des véritables enjeux qui sont posés pour le développement des activités portuaires. Ceux qui se cachent derrière l'argument écologiste sont en fait opposés à tout projet de développement. Ce n'est pas l'écologie qui est en cause dans un secteur qui, loin d'être recouvert de roselières comme certains le prétendent, est une zone remblayée. En outre, le développement portuaire sur ce site, en augmentant le trafic maritime et fluvial, réduirait d'autant la circulation routière.

En terme de défense de l'environnement, les Communistes qui soutiennent Donges-Est sont donc bien placés pour en parler. Au-delà de ce dossier, on voit bien les enjeux que recouvre le débat sur le SCOT. C'est de cela dont il faut discuter avec les citoyens.



En bref Natura 2000

Les 25 communes et communautés de communes situées sur les propositions du nouveau périmètre de Natura 2000 sont appelées à donner leur avis sur son extension.

Dans notre département, cela représente quelques 18 000 hectares, se situant sur les deux rives de la Loire entre Couëron et Saint-Nazaire.

Pour les communes situées sur ce nouveau périmètre, à l'exemple de Donges, Savenay ou Lavau, parler environnement ne signifie pas entériner des contraintes qui tendraient à remettre en cause le développement économique de notre département. Sauvegarder l'environnement et les équilibres écologiques est nécessaire, indispensable, cela n'est pas à mettre en opposition avec le développement économique.

C'est dans cet esprit que de nombreuses communes donnent un avis négatif à la proposition d'extension du périmètre qui englobe, rappelons-le, les terrains retenus par le projet Donges-Est d'extension des installations du Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire. Affaire à suivre.



Yann Vince, président du groupe des élus communistes à la Communauté urbaine de Nantes

Questions à Yann Vince, Président du groupe des élus communistes à la Communauté Urbaine de Nantes

NLA : Les Communistes sont porteurs d'un projet donnant aux citoyens une place décisive dans l'élaboration des choix politiques. Or le SCOT est souvent vécu comme une «grosse machine» s'imposant aux citoyens. Comment les élus communistes de l'agglomération nantaise ont-ils appréhendé cet enjeu d'aménagement du territoire ?

Yann VINCE : Il faut d'abord rappeler que nous n'en sommes qu'à la définition du périmètre du SCOT. Sur le contenu, il y aura beaucoup de grain à moudre pour construire les choix avec les citoyens. Bien sûr, il y a le poids de Nantes : la ville préfecture à 270 000 habitants sur les 726 000 concernés par le SCOT métropolitain. Mais tous les grands projets de développement que nous retrouverons dans le SCOT dépassent largement le cadre de la ville de Nantes. Les élus communistes de l'agglomération ont estimé que le vrai débat à avoir avec les citoyens portait davantage sur les enjeux de développement. La définition du périmètre relève davantage de la prise en compte

de tels flux de population et donc de relations fortes au sein des deux grandes agglomérations de Nantes et de Saint-Nazaire et entre elles.

NLA : Sur les 56 communes retenues dans le périmètre du SCOT, nombreuses sont celles qui, dirigées, par des municipalités de gauche, ont été élues sur la base de politiques de développement durable. Quelles sont les propositions des élus communistes ?

Yann VINCE : Les Communistes s'inscrivent complètement dans un projet de développement durable. Mais à gauche, tout le monde ne défend pas nécessairement la même chose. Pour nous, il faut entendre par développement durable une politique qui fait le choix des êtres humains et de la satisfaction de leurs besoins. Les besoins sont économiques, sociaux, environnementaux. Il y a là un vrai débat à avoir avec les citoyens, notamment pour combattre des logiques qui opposent les différents besoins pour mieux n'en satisfaire aucun !

NLA : Quels sont les grands projets sur lesquels les élus communistes auront à intervenir ?

Yann VINCE : Les élus communistes entendent bien intervenir sur tous les grands projets induits par le SCOT et qui auront des conséquences pour le développement de l'agglomération : je pense au futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes et à l'avenir du site actuel de Bouguenais, aux infrastructures routières et de franchissement du fleuve, au développement des activités portuaires à Cheviré, etc... Sur tous ces grands projets, il y a matière à intervention des citoyens, des élus locaux.

27 janvier 2002
Assemblée des
lectrices et des lecteurs
de l'Humanité
en Loire-Atlantique



Impressions

Ils avaient fait le voyage de Paris à Nantes, Henri MALBERG, ancien secrétaire de la Fédération de Paris, ancien Président du Groupe Communiste au Conseil de Paris, chargé des questions de la Justice à la direction du PCF, Président du Conseil d'Administration de la Société des Lecteurs de l'Humanité, et Nicolas DEVERS-DREYFUS, Directeur du développement du journal...

Ils avaient fait le déplacement à la Manu, une cinquantaine de lecteurs de l'Huma qui avaient répondu à l'invitation lancée par Jean-Pierre LANDAIS et Yves LE MOINE, administrateurs de la Société des Lecteurs et par Pierre RIOU pour la Fédé 44.



Brièvement introduite par JP LANDAIS, rappelant l'objectif de la rencontre (informer de la situation du journal, entendre les avis des lecteurs, réfléchir à des activités

décentralisées sur le département) la discussion, qui dura plus de 2h et demie, s'engage après un court exposé, mais passionné, d'Henri MALBERG sur les projets de la rédaction et la situation du journal dans sa lutte pour sa survie, le rôle des lecteurs et leur pouvoir par la participation au capital et au Conseil de surveillance du journal, les actions engagées par la Société des Lecteurs :

- Instaurer un lien, à la fois politique et d'information mutuelle entre les lecteurs, la direction et la rédaction du journal, par la mise en place de réseaux décentralisés,
- Maintenir le cap du soutien financier,
- Consolider la situation et développer l'influence du journal par une campagne réaliste de gain de nouveaux lecteurs.

Choses entendues

«Et la Société des Amis ?» - «Je n'ai rien compris à la page philosophie du 22 janvier !» - «Je me retrouve dans le journal, il répond à mes exigences». - «Que faire d'un quotidien qui arrive le lendemain ?» [NDLR : La Loire-Atlantique est sans doute le département le plus mal desservi.] - «Ça remue le quotidien !» - «Mon lien de discussion avec les autres, c'est l'Huma». - «Que lisent les jeunes ? Libé, Le Monde, le Journal Régional ?» - «Je trouve dans l'Huma ce que je cherche et nulle part ailleurs» - «Il faut se battre pour la lecture, sinon on perd à la fois la lecture et la mémoire». Très vite, l'échange prend un tour éminemment politique.

Réflexions mêlées

Réflexions mêlées de la salle et de la tribune : «L'Huma, c'est un des seuls quotidiens communistes au monde». - «L'Huma, c'est un journal qui crée l'évènement : la torture en Algérie, Calais, la Loi de Modernisation Sociale, les UNE(s) qui ont suivi le 11 Septembre, le roman de la mode». - «Un journal qui fait des clin d'œil aux intellectuels, c'est utile». - «L'Huma, c'est un journal qui fait de la place à tout le monde, tout en gardant une ligne politique communiste». - «Les jeunes ne sont pas apolitiques». - «Le lectorat populaire existe, mais il n'est plus le même qu'il y a 20 ans».

Des constats qui ouvrent des perspectives

- «L'Huma est absente dans de nombreux endroits : associations, administrations locales, universités, lycées, entreprises, bibliothèques, médiathèques, etc....»
- «Dans la société française, le rapport au Parti Communiste Français est actuellement difficile, la page communiste des années 30 à 80 est tournée, et pourtant, le choc idéologique avec le libéralisme est fabuleux, et *changer le monde* est toujours d'actualité».
- «La tentation, c'est de se contenter d'un anticapitalisme relatif, c'est plus facile. Et pourtant, il est impossible d'accepter la continuation du système».
- «D'avantage de communisme, c'est le fond du débat».



Les conclusions

Quelle ligne éditoriale faut-il promouvoir et accentuer, sachant que depuis 2 ans, l'Huma s'est attachée à améliorer le contenu politique et la qualité journalistique ?

«Faire un journal qui, répondant encore mieux aux besoins, renoue avec l'utilité, donc avec le plaisir» - «Faire un journal qui oblige à constater qu'il y a d'autres propositions à émettre que celles du monde ambiant». - «Faire un journal politique, combatif, rebelle, complice, qui accroche davantage de militants syndicaux, de militants politiques, de militants associatifs, de jeunes ouverts à la discussion politique».

Comment gagner de nouveaux lecteurs en Loire-Atlantique, sachant que pour stabiliser et renforcer sa situation, l'Huma doit augmenter sur un an ou deux, ses ventes réelles de 5 à 10 000 exemplaires ?

«Se fixer un objectif raisonnable : **Passer à 1000 lecteurs** (la moyenne actuelle se situant à environ 750)»

«Relayer les initiatives que la Société des Lecteurs va mettre en place avec **une campagne de parrainage** en recherchant les personnes ou les structures susceptibles d'être intéressées par un abonnement de durée significative».

«Maintenir l'effort de soutien financier par la souscription et l'emprunt populaire».

«Inciter les donateurs à **plutôt offrir un abonnement** à l'Huma quotidienne ou à l'Huma Hebdo, à **disponibilités financières égales**».

A cette fin, un petit collectif de coordination se constitue avec H. DELAHAÏE, J. DUSSEAUX, D. FROUIN, JP LANDAIS, Y. LE MOINE, J. PAQUIER et P. RIOU.

La (longue) soirée se termine autour d'un buffet amical. Henri MALBERG et Nicolas DEVERS-DREYFUS sont satisfaits et nous tous aussi...

Jean Pierre LANDAIS
 Yves LE MOINE





Création de 500 postes d'instituteurs : un choix politique

La Conférence départementale du Parti Communiste Français, réunie le 7 février 2002, Salle de l'Estuaire à Couëron, salue les luttes des instituteurs et professeurs des écoles du département pour la création de 500 postes et se félicite de l'ampleur du soutien des parents que la manifestation du samedi 2 février a montré.

Certes, il appartient aux enseignants et à leurs organisations syndicales d'apprécier les premiers résultats obtenus et de décider des suites de leurs actions.

Mais, force est de constater que les créations de postes envisagées à cette date apparaissent insuffisantes, en face de ce qui serait nécessaire à la lutte contre les multiples inégalités scolaires. Celles-ci ne concernent d'ailleurs pas que les écoles primaires, mais également les établissements secondaires et supérieurs.

Le manque de moyens pénalise, en premier lieu, les plus défavorisés. Dans les milieux populaires, les inégalités s'aggravent. La démocratisation est restée ségrégative.

Cela pose la question des choix politiques. Le budget de l'Éducation Nationale doit devenir prioritaire.



Il reste beaucoup à faire dans une démarche citoyenne, à la fois plurielle et constructive pour, tout à la fois, transformer et développer le service public d'éducation.

Saint-Herblain

L'insécurité et le droit de vivre dans les cités restent une préoccupation des Communistes Herblinois et de leurs Élus.

A l'initiative de ceux-ci, et en collaboration avec le service de proximité de la commune, des Associations et partenaires sociaux du « Sillon de Bretagne » se sont réunis le 29 janvier 2002, avec l'objectif de reconstruire un débat citoyen et d'élaborer des propositions immédiates.

Après les incivilités répétées sur le quartier Nord et le « Sillon de Bretagne » (voitures incendiées, agressions physiques et verbales, graffitis injurieux, propos racistes etc...), plaintes et pétitions sont arrivées sur le bureau du Sénateur Maire.

Le « Sillon de Bretagne » va se retrouver dans les semaines à venir, avec une restructuration complète du Quartier Nord. D'un côté, l'arrivée de la 3^e ligne du Tramway avec le terminus au Collège Gutenberg, d'importants travaux de voirie, parking, circulation, qui vont bousculer les habitudes des résidents. De l'autre, l'annonce par le bailleur du « Sillon de Bretagne » (C.I.F., Home Atlantique), d'une réhabilitation pour une durée de 7 ans de travaux (ravalement, parking, ascenseurs et rénovation de l'habitat, etc...).

Être à l'écoute de la population avec un dynamisme dont le Centre Socio-Culturel, le CAP et la régie de quartier pourraient être l'écho et le moteur dans une mission d'insertion afin d'éradiquer ce constat d'insé-

Jean-Marc Ayrault piqué au vif !

La déclaration faite par le Maire de Nantes, de surcroît Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, se félicitant des annonces du Ministre de l'Éducation nationale créant 54 postes supplémentaires d'instituteurs pour 2002 dans le département, n'est pas passée inaperçue et n'a pas fait l'unanimité.

D'abord des instituteurs eux-mêmes pour qui les 54 postes ne font pas le compte et pour les élus communistes qui, dans diverses déclarations à Nantes, comme à Saint-Nazaire, considèrent que l'on est loin, très loin du chiffre des besoins fait par les intéressés qui s'élevait à 500 postes.

C'est donc rageur que Jean-Marc Ayrault a pris sa plume pour répondre par courrier à la déclaration des élus communistes de la Communauté Urbaine de Nantes, en essayant de s'expliquer sur son « optimisme » à l'annonce du Ministère « et le fait qu'il reste beaucoup à faire pour rompre résolument avec les logiques politiques qui ont prévalu jusqu'alors ».

C'est ainsi que dans une magnifique pirouette, le député socialiste nantais déclare « attendre beaucoup de la mission d'inspection qui doit venir dans notre département ces prochains jours et dont les propositions d'un plan de développement des moyens qui lui seront attribués, sont très attendus ».

Vraiment, il est dommage qu'il faille attendre la fin d'une législature, une forte action des instituteurs pour croire voir un problème dans le nombre d'enseignants dans notre département, disposer et espérer en une mission d'inspection prochaine.

J'aurais cru, quant à moi, que rompre avec les logiques qui avaient jusqu'alors prévalu, entraînerait de ne plus voir l'enseignement par le bout financier, mais à partir des besoins...

Chasse

Réaction communiste au Conseil régional

C'est un vif mécontentement qui s'est exprimé au Conseil régional par la voix des élus communistes de Loire-Atlantique, après la publication du décret gouvernemental concernant les jours de chasse et des dérogations.

Rappelons que la directive N°79409 a été prise par Monsieur Poncet au moment où la droite a été au pouvoir.

Les tergiversations des élus de droite, en la matière, sont donc des plus mal venus.

Pour autant, cela ne peut, en aucun cas, justifier que le gouvernement de gauche cède une nouvelle fois aux pressions politiciennes sur le sujet, comme c'est le cas aujourd'hui.

Le décret qui vient d'être publié est plus restrictif que le projet de loi qui avait été soumis aux députés et n'est pas conforme aux engagements qui avaient été pris par le Premier Ministre, lors du débat sur la loi chasse à l'Assemblée nationale.

Cela ne peut que mécontenter l'ensemble des partisans d'une chasse apaisée.

Il faut rappeler que le 21 décembre 2001, le groupe communiste à l'Assemblée nationale avait déjà fait part au Premier Ministre de son mécontentement et de son désaccord, tant sur la méthode que sur le fond, des propositions faites au nom du gouvernement par le Ministre de l'Environnement, Yves Cochet.

La publication de ce décret est donc inacceptable.

Les députés communistes se sont adressés à Lionel Jospin pour lui demander de publier un nouveau décret conforme aux engagements pris et à l'intérêt de tous les utilisateurs de la nature.

curité général qui plombe la vie de la cité, mais la situation reste pour le moment, fragile et déstabilisée. Des Communistes Herblinois n'entendent nullement justifier la délinquance et la violence dont les premières victimes sont les femmes et les hommes en situation de faiblesse. Ils veulent s'attacher à la revalorisation des quartiers populaires en valorisant leurs potentialités, leurs patrimoines, leur originalité, et en reconstruisant des espaces de droits.

Débat à suivre

Jean-Michel ALLAIN

Dès maintenant sur votre agenda

BANQUET PUBLIC

Avec animation

8 Mars 2002

Salons Mauduit à Nantes



Banquet organisé par la Fédération de Loire-Atlantique du PCF et les candidats communistes aux élections Législatives

100 F par personne



avec la participation de

Manuela GOMEZ

Membre du Collège Exécutif du PCF

Menu

Salade Saladaise	+++
Terrine du Chef sur Table	+++
Dos de Saumon grillé à la fleur de sel de Guérande	+++
Sa Julienne de légumes au Beurre Blanc	+++
Assiète de Fromages sur lit de Salade	+++
Délice au Chocolat et sa crème Anglaise	+++
Café	+++

Ça se passe chez nous

Agenda



■ 18 février

Le Collectif Retraités est reçu, à sa demande, par un représentant du Conseil général.

■ 28 février

Rezé : rencontre publique à l'initiative de la Section du PCF

Montoir : rencontre publique - Salle Bonne Fontaine, à l'initiative du PCF

■ 1^{er} mars

Bouguenais : rencontre publique - Salle de la Ville au Denis, à l'initiative du PCF

■ 28 février/1^{er} mars

Initiatives départementales de diffusion de tracts à la population dans le cadre de la campagne électorale

■ 8 mars

Nantes : Salons Mauduit - Banquet de la Fédération du PCF avec la participation des candidat(e)s aux élections législatives

■ 15 mars

Réunion à Bellevue à Montoir sur le thème de la sécurité

■ 26 mars

Rencontre départementale des retraités à l'initiative du Collectif, à Couëron - Centre de l'Erdurière

TGV Ouest :

« François Fillon piqué au vif ! »

La session du Conseil régional du 8 février a officialisé le transfert de compétence des transports collectifs ferroviaires qui passe dorénavant de l'Etat à la Région à partir de cette année.

C'est un acte de politique majeur car cette réforme est l'expression d'une volonté : d'avancer dans la voie de la décentralisation des institutions pour rapprocher les lieux de décisions des citoyens avec le souci de leur donner des moyens nouveaux d'intervention et de mettre en œuvre une politique publique de déplacements au service du développement durable dans le cadre d'un aménagement solidaire des territoires.

Un enjeu de participation citoyenne

Devant les enjeux de cette régionalisation ferroviaire, les élus communistes ont bien mesuré que l'aménagement du territoire redevenait un enjeu politique de premier plan et une dimension essentielle du service public.

Ainsi, lors de l'élaboration de la réforme qui donne aux régions un rôle nouveau sur l'aménagement régional, les parlementaires communistes ont réussi à faire intégrer la possibilité de créer des structures associant tous les acteurs concernés (élus, SNCF, usagers, cheminots).

Sachant bien que la décentralisation n'évite pas à elle seule le risque de reproduire à l'échelle de la région le danger des gestions démocratiques, cette participation citoyenne doit contribuer au renforcement du lien démocratique entre élus et citoyens et permettre l'expression des besoins en terme de qualité, de sécurité, d'offres, de tarifs, d'intermodalité...

Les interventions des élus régionaux communistes lors de la séance

Jean-Paul PLASSARD a brossé un petit historique de la SNCF depuis la période de déclin programmé des années 80 jusqu'à cette expérimentation de régionalisation qui

a conduit à une augmentation du trafic de plus de 20%. Il a également donné le positionnement favorable du groupe communiste sur la convention présentée pour l'exploitation et le financement du service public de transport de voyageurs entre la Région des Pays de la Loire et la SNCF.

Gilles BONTEMPS, membre de la Commission régionale des Infrastructures et Transports, a saisi cette occasion pour donner son opinion sur l'avis émis par la majorité régionale (droite). Concernant la démocratie, il a souhaité que la Région se saisisse de la possibilité de créer et de développer de véritables «Comités de lignes», prévus par la loi, en associant les usagers, les salariés des services publics et leurs organisations syndicales, les élus des collectivités concernées et des représentants de la SNCF.

Gilles BONTEMPS a également reposé la question inséparable du transport du fret et du transport des voyageurs, saluant l'étude de faisabilité pour une 3^e voie entre Saint-Nazaire - Nantes et Angers, il a souligné que les très longs délais de réalisation supposaient, sans attendre, d'autres fuseaux.

Gilles BONTEMPS interpelle le Président FILLON

Sur ce sujet de la saturation des sillons existants, Gilles BONTEMPS s'adresse alors au Président du Conseil régional, François FILLON, pour lui préciser qu'il ne comprenait pas pourquoi il continuait à faire obstruction au TGV Ouest-Bretagne :

«Vous avez demandé des garanties au gouvernement concernant les dessertes du Mans. Vous les avez obtenues. En continuant, avec d'autres, à vous opposer au contournement du Mans, vous contribuez à bloquer le démarrage du TGV Ouest.

Cela pénalise les régions Bretagne et Pays de la Loire, au risque de remettre en cause ce projet urgent et essentiel pour nos deux régions, mais cela pénalise aussi très durement les Sarthois dont vous êtes élu. En effet, la persistance du blocage du

contournement empêche le désengorgement du noeud ferroviaire du Mans, avec des conséquences négatives sur le développement et l'avenir du fret, bloquant aussi la nécessaire modernisation et électrification de la ligne Caen-Le Mans-Tours. Et je ne parle pas des conséquences environnementales de ces blocages...».

Le Président FILLON, piqué au vif, s'oblige à répondre :

Cette interpellation en séance fait mouche et conduit le Président du Conseil régional à réagir. Nous vous communiquons quelques extraits de sa réaction :

«... nous ne bloquons rien du tout. La SNCF veut réaliser le TGV Ouest sans demander à la Région d'y participer financièrement. Elle peut le faire. Rien ne s'y oppose. Ce que nous refusons, c'est de financer des études tant que l'on aura pas satisfait à nos exigences s'agissant de la desserte du Mans et une lettre d'un Ministre, quelque qu'il soit, fut-il le meilleur Ministre des Transports de votre point de vue depuis 2000 ans, ne nous suffit pas pour être sûrs que les garanties que nous avons demandées seront bien respectées... Et donc, si vous voulez être utiles, si nos amis bretons veulent être utiles, qu'ils dépensent un peu plus d'énergie pour convaincre l'Etat et la SNCF de faire ces conventions et un peu moins pour critiquer les positions de la région des Pays de la Loire».

Gilles BONTEMPS avait terminé son intervention en soulignant que, devant l'ampleur des besoins de modernisation, de renouvellement et de développement des infrastructures et du matériel, les régions devaient à présent pouvoir disposer de recettes fiscales nouvelles pouvant provenir de la TIPP, des employeurs et de la grande distribution et qu'il convenait d'explorer de nouvelles pistes de financement mettant à contribution les institutions financières et bancaires régionales.

**Abonnez-vous
aux Nouvelles
pour 10 euros
pour l'année.**

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Pornichet

Un «papier» intitulé FLASH INFO, édité par un certain mouvement d'opposition municipale, baptisé «PORNICHET 2007» critique la politique de la municipalité actuelle, c'est son droit, mais les insultes n'ont jamais eu valeur d'arguments.

Citons les termes employés : «Si M. J. Lambert s'offusque de la perte de son poste de vice-président du SICAPG, qu'il s'en prenne au Parti socialiste qui, sur la défensive, a mené une campagne municipale très agressive. Sa politique du pire s'est encore illustrée par la nomination à la tête d'un service municipal d'un militant très engagé au P.C. et dont l'action destabilisatrice en presqu'île est bien connue».

Les Communistes de Pornichet, avec beaucoup de démocrates, ont été choqués par ces propos insultants en direction d'un employé de mairie, par ailleurs élu communiste dans une autre commune de la presqu'île, qui apparemment du fait de sa seule présence fait grincer des dents. De tels propos nous rappellent une sombre époque où le fait d'être communiste valait condamnation à mort. A quand le retour de la phrase : «communiste pas français». De tels mots déshonorent ceux qui les ont écrits et nous sommes certains qu'ils seront rejetés par les citoyens de Pornichet.

J.-M. BRION